

SUPPLÉMENT DE PROSPECTUS
au prospectus simplifié préalable de base daté du 4 janvier 2008

Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité des titres offerts dans le présent supplément de prospectus. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction.

Les titres décrits dans le présent supplément de prospectus et le prospectus simplifié préalable de base daté du 4 janvier 2008 auquel il se rapporte, y compris ses modifications ou ses suppléments, et chaque document intégré par renvoi dans le présent supplément de prospectus ou le prospectus simplifié préalable de base qui l'accompagne, ne sont offerts que là où l'autorité compétente a accordé son visa; ils ne peuvent être proposés que par des personnes dûment inscrites. Les titres qui seront émis aux termes des présentes n'ont pas été ni ne seront inscrits en vertu de la Securities Act of 1933 des États-Unis, en sa version modifiée, et, sous réserve de certaines exceptions, ils ne peuvent être offerts, vendus ni livrés, directement ou indirectement, aux États-Unis d'Amérique.

L'information intégrée par renvoi dans le présent supplément de prospectus et le prospectus simplifié préalable de base daté du 4 janvier 2008 qui l'accompagne provient de documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités au Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires des documents intégrés aux présentes par renvoi sur demande adressée au Secrétariat général de la Banque, 100 King Street West, 1 First Canadian Place, 19th Floor, Toronto (Ontario) M5X 1A1 (téléphone : 416 867-5803). Ces documents sont également disponibles sur le site Internet de SEDAR à www.sedar.com.

Nouvelle émission

Le 16 juin 2008



250 000 000 \$

**Actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif,
série 16
(10 000 000 d'actions)**

Les porteurs d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 16 (les « actions privilégiées, série 16 ») de la Banque de Montréal (la « Banque ») pourront recevoir des dividendes fixes en espèces privilégiés et non cumulatifs, à mesure que les déclare le conseil d'administration de la Banque (le « conseil d'administration »), pour la période initiale commençant à la date de clôture et se terminant le 25 août 2013, inclusivement (la « période à taux fixe initiale »), payables trimestriellement les 25 février, mai, août et novembre de chaque année, ou, s'il ne s'agit pas d'un jour ouvrable, le jour ouvrable suivant. S'il est déclaré, le dividende initial sera payable le 25 novembre 2008 et sera de 0,55205 \$ l'action, en fonction de la date de clôture prévue du 23 juin 2008. Par la suite, des dividendes trimestriels seront versés à raison de 0,32500 \$ l'action. Se reporter à la rubrique « Modalités du placement ».

Pour chaque période de cinq ans suivant la période à taux fixe initiale (chacune, une « période à taux fixe ultérieure »), les porteurs d'actions privilégiées, série 16 auront le droit de recevoir des dividendes fixes en espèces privilégiés et non cumulatifs, à mesure que les déclare le conseil d'administration, payables trimestriellement les 25 février, mai, août et novembre de chaque année, d'un montant par action par année correspondant au taux de dividende fixe annuel (terme défini aux présentes) applicable à cette période à taux fixe ultérieure multiplié par 25,00 \$. Le taux de dividende fixe annuel pour la période à taux fixe ultérieure suivante sera établi par la Banque le 30^e jour précédant le premier jour de cette période à taux fixe ultérieure et correspondra à la somme du rendement des obligations du gouvernement du Canada (terme défini aux présentes) à la date à laquelle le taux de dividende fixe annuel est établi et de 1,65 %. Se reporter à la rubrique « Modalités du placement ».

Option de conversion en actions privilégiées, série 17

Les porteurs d'actions privilégiées, série 16 auront le droit, à leur gré, de convertir leurs actions en un nombre égal d'actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif, série 17 de la Banque (les « actions privilégiées, série 17 »), sous réserve de certaines conditions, le 25 août 2013 et le 25 août tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées, série 17 auront le droit de recevoir des dividendes à taux variable en espèces privilégiés et non cumulatifs, à mesure que les déclare le conseil d'administration, payables trimestriellement les 25 février, mai, août et novembre de chaque année (la période de dividende trimestriel initiale et chaque période de dividende trimestriel ultérieure sont chacune appelées une « période à taux variable trimestriel »), d'un montant par action correspondant au taux de dividende variable trimestriel applicable (terme défini aux présentes) multiplié par 25,00 \$. Le taux de dividende variable trimestriel correspondra à la somme du taux des bons du Trésor (terme défini aux présentes) et de 1,65 % (calculé en fonction du nombre réel de jours écoulés au cours de la période à taux variable trimestriel applicable divisé par 365) établi le 30^e jour précédant le premier jour de cette période à taux variable trimestriel applicable. Se reporter à la rubrique « Modalités du placement ».

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les banques* (Canada) (la « Loi sur les banques »), notamment l'obligation d'obtenir le consentement préalable du surintendant des institutions financières (le « surintendant »), et sous réserve de dispositions dont il est question ci-après à la rubrique « Modalités du placement — Certaines dispositions des actions privilégiées, série 16 en tant que série — Restrictions quant aux dividendes et au rachat d'actions », le 25 août 2013 et le 25 août tous les cinq ans par la suite, la Banque peut racheter la totalité ou une partie des actions privilégiées, série 16 alors en circulation, à son gré, sans le consentement du porteur, en payant, pour chaque action ainsi rachetée, 25,00 \$ au comptant, majorés de tous les dividendes déclarés et non versés à la date fixée aux fins de rachat. Se reporter à la rubrique « Modalités du placement ».

Les actions privilégiées, série 16 et les actions privilégiées, série 17 n'ont pas de date d'échéance fixe et ne peuvent être rachetées au gré de leurs porteurs. Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque ».

Les principaux bureaux de la direction de la Banque sont situés au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, 68th Floor, Toronto (Ontario) M5X 1A1. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1L6.

La Bourse de Toronto (la « TSX ») a approuvé sous condition l'inscription à sa cote des actions privilégiées, série 16 et des actions privilégiées, série 17. L'inscription est subordonnée à l'obligation, pour la Banque, de remplir toutes les conditions d'inscription de la TSX au plus tard le 10 septembre 2008.

Prix : 25,00 \$ l'action privilégiée, série 16 pour un rendement initial de 5,20 % par année

BMO Nesbitt Burns Inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc., Marchés mondiaux CIBC inc., Scotia Capitaux Inc., Valeurs mobilières TD inc., Valeurs mobilières Desjardins inc., Financière Banque Nationale Inc., Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc., Merrill Lynch Canada Inc., Brookfield Financial Corp. et Banque Laurentienne du Canada Inc. (collectivement, les « preneurs fermes ») offrent conditionnellement, chacun pour leur part, les actions privilégiées, série 16, sous les réserves d'usage concernant leur vente préalable, leur émission par la Banque et leur acceptation par les preneurs fermes conformément aux conditions figurant dans la convention de prise ferme dont il est question à la rubrique « Mode de placement » et sous réserve de l'approbation de certaines questions d'ordre juridique par Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., pour le compte de la Banque, et par McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l. pour le compte des preneurs fermes.

	Prix d'offre	Rémunération des preneurs fermes ¹⁾	Produit net revenant à la Banque ²⁾
Par action privilégiée, série 16	25,00 \$	0,75 \$	24,25 \$
Total ³⁾	250 000 000 \$	7 500 000 \$	242 500 000 \$

- 1) La rémunération des preneurs fermes est de 0,25 \$ par action vendue à des institutions et de 0,75 \$ pour toutes les autres actions vendues. Les totaux indiqués dans le tableau représentent la rémunération des preneurs fermes et le produit net dans l'hypothèse où aucune action ne serait vendue à des institutions.
- 2) Avant déduction des frais du placement, estimés à 350 000 \$, qui, de pair avec la rémunération des preneurs fermes, seront pris en charge par la Banque.
- 3) Les preneurs fermes se sont vu attribuer une option (l'« option ») leur permettant d'acheter au plus 2 000 000 d'actions privilégiées, série 16 supplémentaires (les « actions visées par une option ») au prix d'offre prévu aux présentes, pouvant être exercées à tout moment jusqu'à 48 heures avant l'heure de clôture du placement. Le présent supplément de prospectus autorise l'attribution de l'option et le placement des actions visées par une option. Si les preneurs fermes achètent la totalité des actions visées par une option, le prix d'offre, la rémunération des preneurs fermes et le produit net revenant à la Banque totaliseront 300 000 000 \$, 9 000 000 \$ et 291 000 000 \$, respectivement (dans l'hypothèse où aucune action ne serait vendue aux institutions mentionnées à la note 1 ci-dessus). Se reporter à la rubrique « Mode de placement ».

Position des preneurs fermes	Nombre maximum de titres disponibles	Période d'exercice	Prix d'acquisition
Option des preneurs fermes	2 000 000	Jusqu'à 48 heures avant l'heure de clôture du placement	25,00 \$

BMO Nesbitt Burns Inc., un des preneurs fermes, est une filiale en propriété exclusive de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée qui, à son tour, est une filiale en propriété majoritaire indirecte de la Banque. Par conséquent, la Banque est un émetteur relié et associé à BMO Nesbitt Burns Inc. selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Se reporter à la rubrique « Mode de placement ».

Dans le cadre du placement, les preneurs fermes peuvent effectuer des surallocations ou des opérations visant à fixer ou à stabiliser le cours des actions privilégiées, série 16. De telles opérations peuvent être interrompues à tout moment. Les preneurs fermes peuvent réduire le prix d'offre au comptant des actions privilégiées, série 16 par rapport au prix d'offre initial de 25,00 \$ l'action. **Se reporter à la rubrique « Mode de placement » pour de plus amples renseignements sur la réduction possible du prix.**

Les souscriptions seront reçues sous réserve du droit de les rejeter ou de les répartir en totalité ou en partie et du droit de fermer les livres de souscription à tout moment sans préavis. Un certificat d'inscription en compte représentant les actions privilégiées, série 16 faisant l'objet du placement décrit aux présentes sera délivré sous forme nominative seulement à Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS ») ou à son prête-nom et sera remis à la CDS à la clôture du présent placement, qui devrait se produire vers le 23 juin 2008. Le souscripteur d'actions privilégiées, série 16 ne recevra que la confirmation habituelle envoyée par le courtier en valeurs inscrit qui est un adhérent de la CDS et auprès ou par l'intermédiaire duquel il aura souscrit les actions privilégiées, série 16.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Supplément de prospectus	
Documents intégrés par renvoi	S-3
Admissibilité aux fins de placement	S-3
Sommaire du placement	S-4
Variations du capital consolidé de la Banque	S-8
Modalités du placement	S-8
Ratios de couverture par le bénéfice	S-16
Cours et volume des opérations	S-16
Ventes antérieures	S-18
Incidences fiscales fédérales canadiennes	S-18
Notes	S-21
Mode de placement	S-21
Emploi du produit	S-22
Facteurs de risque	S-23
Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres	S-24
Questions d'ordre juridique	S-24
Droits de résolution et sanctions civiles	S-24
Attestation des preneurs fermes	A-1
Prospectus	
Documents intégrés par renvoi	1
Banque de Montréal	2
Description des titres d'emprunt	2
Description des actions ordinaires	3
Description des actions privilégiées	3
Titres inscrits en compte seulement	5
Restrictions et approbations aux termes de la Loi sur les banques	6
Restrictions additionnelles relatives à la déclaration de dividendes	7
Restrictions relatives aux actions de la Banque aux termes de la Loi sur les banques	7
Ratios de couverture par les bénéfices	8
Mode de placement	8
Facteurs de risque	9
Emploi du produit	9
Questions d'ordre juridique	9
Droits de résolution et sanctions civiles	9
Attestation de la Banque	A-1
Annexe A — Consentement des vérificateurs	C-1

À moins d'indication contraire, tous les montants en dollars figurant dans le présent supplément de prospectus sont libellés en dollars canadiens.

DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

Le présent supplément de prospectus est réputé intégré par renvoi dans le prospectus simplifié préalable de base de la Banque daté du 4 janvier 2008 (le « prospectus ») qui l'accompagne, uniquement en ce qui a trait aux actions privilégiées, série 16 offertes aux termes des présentes. D'autres documents sont également intégrés ou réputés intégrés par renvoi dans le prospectus, et il y a lieu de consulter celui-ci pour connaître tous les détails. De plus, les documents suivants de la Banque déposés auprès du surintendant et des différentes autorités de réglementation des valeurs mobilières du Canada sont intégrés au présent supplément de prospectus par renvoi :

- a) la notice annuelle de la Banque datée du 12 décembre 2007;
- b) les états financiers consolidés vérifiés au 31 octobre 2007 et pour l'exercice terminé à cette date, et les états financiers consolidés comparatifs au 31 octobre 2006 et pour l'exercice terminé à cette date, de même que le rapport des vérificateurs connexe et le rapport des vérificateurs sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière prévu en vertu des *Standards of the Public Company Accounting Oversight Board* (États-Unis) ainsi que le rapport de gestion figurant aux pages 22 à 137 du rapport annuel de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007;
- c) les états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés au 30 avril 2008 et pour les périodes de trois et de six mois terminées à cette date ainsi que le rapport de gestion, qui figure dans le rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2008 de la Banque pour les périodes de trois et de six mois terminées le 30 avril 2008;
- d) la circulaire de sollicitation de procurations de la Banque datée du 3 janvier 2008 se rapportant à l'assemblée annuelle des actionnaires de la Banque tenue le 4 mars 2008;
- e) la déclaration de changement important datée du 19 février 2008 portant sur certaines entités hors bilan que gère la Banque et des changements apportés à la haute direction de la Banque devant entrer en vigueur le 5 mars 2008;
- f) la déclaration de changement important datée du 20 mars 2008 se rapportant à la restructuration des fiducies Apex/Sitka.

Toute information contenue dans le présent supplément de prospectus ou un document intégré ou réputé intégré par renvoi dans les présentes est réputée modifiée ou remplacée aux fins du présent supplément de prospectus, dans la mesure où une information contenue dans les présentes ou dans un autre document déposé ultérieurement. Il n'est pas nécessaire que l'information nouvelle mentionne expressément qu'elle modifie ou remplace une information antérieure, ni qu'elle comprenne quelque autre information donnée dans le document qu'elle modifie ou remplace. L'information nouvelle n'est pas réputée constituer une admission, à une fin quelconque, que l'information antérieure, au moment où elle a été donnée, constituait une information fausse ou trompeuse relativement à un fait important ou omettait un fait important exigé ou nécessaire afin que l'information ne soit pas trompeuse dans les conditions où elle a été donnée. Toute information ainsi modifiée ou remplacée n'est pas réputée faire partie du présent supplément de prospectus, sauf telle qu'elle est ainsi modifiée ou remplacée.

ADMISSIBILITÉ AUX FINS DE PLACEMENT

De l'avis d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., conseillers juridiques de la Banque, et de l'avis de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques des preneurs fermes, si elles étaient émises à la date du présent supplément de prospectus, les actions privilégiées, série 16 constitueraient, à ce moment-là, des placements admissibles en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la « LIR ») et du règlement pris en vertu de celle-ci pour les fiducies régies par des régimes enregistrés d'épargne retraite, des fonds enregistrés de revenu de retraite, des régimes de participation différée aux bénéficiaires, des régimes enregistrés d'épargne-études et des régimes enregistrés d'épargne-invalidité.

SOMMAIRE DU PLACEMENT

Le présent sommaire doit être lu sous réserve des renseignements détaillés qui figurent ailleurs dans le prospectus simplifié. Une définition de certains termes utilisés dans le présent sommaire figure à la rubrique « Modalités du placement ».

Émission : Actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 16

Montant : 250 000 000 \$ (10 000 000 d'actions)

Prix et rendement : 25,00 \$ l'action pour un rendement initial de 5,20 % par année.

Caractéristiques principales des actions privilégiées, série 16

Dividendes : Les porteurs d'actions privilégiées, série 16 auront le droit de recevoir des dividendes fixes en espèces privilégiés et non cumulatifs, à mesure que les déclare le conseil d'administration, sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, pour la période initiale commençant à la date de clôture et se terminant le 25 août 2013 (la « période à taux fixe initiale »), payables trimestriellement les 25 février, mai, août et novembre de chaque année, à un taux correspondant à 0,32500 \$ l'action. S'il est déclaré, le dividende initial sera payable le 25 novembre 2008 et sera de 0,55205 \$ l'action, en fonction de la date de clôture prévue du 23 juin 2008.

Pour chaque période de cinq ans suivant la période à taux fixe initiale (chacune, une « période à taux fixe ultérieure »), les porteurs d'actions privilégiées, série 16 auront le droit de recevoir des dividendes fixes en espèces privilégiés et non cumulatifs, à mesure que les déclare le conseil d'administration, payables trimestriellement les 25 février, mai, août et novembre de chaque année, d'un montant par action par année correspondant au taux de dividende fixe annuel applicable à cette période à taux fixe ultérieure multiplié par 25,00 \$. Le taux de dividende fixe annuel pour la période à taux fixe ultérieure suivante sera établi par la Banque le 30^e jour précédant le premier jour de cette période à taux fixe ultérieure et correspondra à la somme du rendement des obligations du gouvernement du Canada (terme défini aux présentes) à la date à laquelle le taux de dividende fixe annuel est établi et de 1,65 %.

Si le conseil d'administration ne déclare aucun dividende, ni aucune partie de dividende, sur les actions privilégiées, série 16 au plus tard à la date de versement de dividende pour un trimestre donné, le droit des porteurs d'actions privilégiées, série 16 de recevoir le dividende en question, ou toute partie de celui-ci, pour ce trimestre sera éteint à tout jamais.

Rachat : Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, du consentement préalable du surintendant et des dispositions énoncées ci-après à la rubrique « Modalités du placement — Certaines dispositions des actions privilégiées, série 16 en tant que série — Restrictions quant aux dividendes et au rachat d'actions », le 25 août 2013 et le 25 août tous les cinq ans par la suite, sur remise d'un préavis d'entre 30 et 60 jours, la Banque peut racheter la totalité ou une partie des actions privilégiées, série 16 alors en circulation, à son gré, sans le consentement du porteur, en payant, pour chaque action rachetée, 25,00 \$ au comptant, majorés de tous les dividendes déclarés et non versés à la date fixée aux fins de rachat.

Conversion en actions privilégiées, série 17 :

Les porteurs d'actions privilégiées, série 16 auront le droit, sous réserve des dispositions de conversion automatique et du droit de la Banque de racheter ces actions, de convertir, à leur gré, le 25 août 2013 et le 25 août tous les cinq ans par la suite (une « date de conversion de la série 16 »), la totalité ou une partie de leurs actions privilégiées, série 16 en un nombre correspondant d'actions privilégiées, série 17 en remettant à la Banque un avis écrit en ce sens au plus tôt 30 jours avant cette conversion, mais au plus tard à 17 h (heure de Toronto) le 15^e jour précédant une date de conversion de la série 16.

Dispositions de conversion automatique :

Si la Banque établit, en tenant compte de toutes les actions déposées aux fins de conversion par les porteurs d'actions privilégiées, série 16 et d'actions privilégiées, série 17, selon le cas, qu'il y aurait moins de 1 000 000 d'actions privilégiées, série 16 en circulation à la date de conversion de la série 16, ce nombre d'actions privilégiées, série 16 restant sera automatiquement converti à cette date de conversion de la série 16 en un nombre correspondant d'actions privilégiées, série 17. En outre, si la Banque établit qu'il y aurait moins de 1 000 000 d'actions privilégiées, série 17 en circulation à cette date de conversion de la série 16 après la conversion, aucune action privilégiée, série 16 ne sera convertie en action privilégiée, série 17.

Droits de vote :

Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, les porteurs d'actions privilégiées, série 16 n'auront pas le droit, à ce titre, de recevoir un avis de convocation à toute assemblée des actionnaires de la Banque ni d'y assister ni d'y voter jusqu'à ce que le conseil d'administration ait omis de déclarer pour la première fois le dividende complet sur les actions privilégiées, série 16 au cours d'un trimestre donné. Le cas échéant, sous réserve des dispositions prévues aux présentes, les porteurs d'actions privilégiées, série 16 auront le droit de recevoir un avis de convocation aux assemblées des actionnaires auxquels les administrateurs de la Banque seront élus et d'y assister, et auront droit à une voix par action privilégiée, série 16 qu'ils détiennent. Les droits de vote des porteurs d'actions privilégiées, série 16 cesseront dès le versement par la Banque du premier dividende sur les actions privilégiées, série 16 auquel les porteurs ont droit après le moment où ces droits de vote prennent effet pour la première fois jusqu'au moment où la Banque peut omettre de nouveau de déclarer le dividende complet sur les actions privilégiées, série 16 au cours d'un trimestre donné, auquel cas ces droits de vote reprendront effet et ainsi de suite.

Caractéristiques principales des actions privilégiées, série 17

Dividendes :

Les porteurs d'actions privilégiées, série 17 auront le droit de recevoir des dividendes à taux variable en espèces privilégiés et non cumulatifs, à mesure que les déclare le conseil d'administration, sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, payables trimestriellement les 25 février, mai, août et novembre de chaque année, d'un montant par action correspondant au taux de dividende variable trimestriel applicable multiplié par 25,00 \$.

Le 30^e jour précédant le début de la période de dividende trimestriel initiale commençant le 25 août 2013 et le 30^e jour précédant le premier jour de chaque période de dividende trimestriel ultérieure (la période de dividende trimestriel initiale et chaque période de dividende trimestriel ultérieure est appelée une « période à taux variable trimestriel »), la Banque établira le taux de dividende variable trimestriel pour la période à taux variable trimestriel suivante. Le taux de dividende variable trimestriel correspondra à

la somme du taux des bons du Trésor et de 1,65 % (calculé en fonction du nombre réel de jours écoulés au cours de cette période à taux variable trimestriel divisé par 365) établi le 30^e jour précédant le premier jour de la période à taux variable trimestriel applicable.

Si le conseil d'administration ne déclare aucun dividende, ni aucune partie de dividendes, sur les actions privilégiées, série 17 au plus tard à la date de versement de dividende pour un trimestre donné, le droit des porteurs d'actions privilégiées, série 17 de recevoir ce dividende, ou toute partie de celui-ci, pour ce trimestre sera éteint à tout jamais.

Rachat :

Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, du consentement au préalable du surintendant et des dispositions énoncées ci-après à la rubrique « Modalités du placement — Certaines dispositions des actions privilégiées, série 17 en tant que série — Restrictions quant aux dividendes et au rachat d'actions », sur remise d'un préavis d'entre 30 et 60 jours, la Banque peut racheter la totalité ou une partie des actions privilégiées, série 17 alors en circulation, à son gré, sans le consentement du porteur, en payant, pour chacune de ces actions ainsi rachetées, i) 25,00 \$ au comptant, majorés de tous les dividendes déclarés et non versés à la date fixée aux fins de rachat pour les rachats effectués le 25 août 2018 et le 25 août tous les cinq ans par la suite ou ii) 25,50 \$ au comptant majorés de tous les dividendes déclarés et non versés à la date fixée aux fins de rachat pour les rachats effectués à toute autre date à compter du 25 août 2013.

Conversion en actions privilégiées, série 16 :

Les porteurs d'actions privilégiées, série 17 auront le droit, sous réserve des dispositions de conversion automatique et du droit de la Banque de racheter ces actions, de convertir, à leur gré, le 25 août 2018 et le 25 août tous les cinq ans par la suite (une « date de conversion de la série 17 »), la totalité ou une partie de leurs actions privilégiées, série 17 en un nombre correspondant d'actions privilégiées, série 16 en remettant à la Banque un avis écrit en ce sens au plus tôt 30 jours avant cette conversion, mais au plus tard à 17 h (heure de Toronto) le 15^e jour précédant une date de conversion de la série 17.

Dispositions de conversion automatique :

Si la Banque établit, en tenant compte de toutes les actions déposées aux fins de conversion par les porteurs d'actions privilégiées, série 17 et d'actions privilégiées, série 16, selon le cas, qu'il y aurait moins de 1 000 000 d'actions privilégiées, série 17 en circulation à la date de conversion de la série 17, ce nombre d'actions privilégiées, série 17 restant sera automatiquement converti à cette date de conversion de la série 17 en un nombre correspondant d'actions privilégiées, série 16. En outre, si la Banque établit qu'il y aurait moins de 1 000 000 d'actions privilégiées, série 16 en circulation à cette date de conversion de la série 17 après la conversion, aucune action privilégiée, série 17 ne sera convertie en action privilégiée, série 16.

Droits de vote :

Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, les porteurs d'actions privilégiées, série 17 n'auront pas le droit, à ce titre, de recevoir un avis de convocation à toute assemblée des actionnaires de la Banque ni d'y assister ni d'y voter jusqu'à ce que le conseil d'administration ait omis de déclarer pour la première fois le dividende complet sur les actions privilégiées, série 17 au cours d'un trimestre donné. Le cas échéant, sous réserve des dispositions prévues aux présentes, les porteurs d'actions privilégiées, série 17 auront le droit de recevoir un avis de convocation aux assemblées des actionnaires auxquels les administrateurs de la Banque seront élus et d'y assister, et

auront droit à une voix par action privilégiée, série 17 qu'ils détiennent. Les droits de vote des porteurs d'actions privilégiées, série 17 cesseront dès le versement par la Banque du premier dividende sur les actions privilégiées, série 17 auquel les porteurs ont droit après le moment où ces droits de vote prennent effet pour la première fois jusqu'au moment où la Banque peut omettre de nouveau de déclarer le dividende complet sur les actions privilégiées, série 17 au cours d'un trimestre donné, auquel cas ces droits de vote renaîtront et ainsi de suite.

Rang :

Les actions privilégiées de chaque série de la Banque prendront rang égal avec les actions privilégiées de toutes les autres séries et auront priorité sur les actions ordinaires de la Banque ainsi que sur toutes les autres actions de la Banque de rang inférieur aux actions privilégiées relativement au versement des dividendes et à la distribution des éléments d'actif en cas de liquidation ou de dissolution de la Banque.

Impôt applicable aux dividendes sur les actions privilégiées :

La Banque choisira, de la façon prévue et dans les délais prescrits à la Partie VI.1 de la LIR, de payer un impôt à un taux faisant en sorte que les porteurs d'actions privilégiées, série 16 et d'actions privilégiées, série 17 ne soient pas tenus de verser de l'impôt à l'égard des dividendes reçus sur ces actions en vertu de la Partie IV.1 de la LIR.

VARIATIONS DU CAPITAL CONSOLIDÉ DE LA BANQUE

La variation importante du capital consolidé de la Banque suivante est survenue après la période terminée le 30 avril 2008 : à la clôture du placement des actions privilégiées, série 16, la Banque émettra 12 000 000 d'actions privilégiées, série 16 si les actions visées par une option sont émises ou 10 000 000 d'actions privilégiées, série 16 si toutes les actions visées par une option ne sont pas émises.

MODALITÉS DU PLACEMENT

Les actions privilégiées, série 16 et les actions privilégiées, série 17 (si elles sont émises) seront chacune émises en tant que séries d'actions privilégiées de la Banque. Se reporter à la rubrique « Description des actions privilégiées » dans le prospectus ci-joint pour obtenir une description des actions privilégiées en tant que catégorie. Le texte qui suit résume les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions rattachés aux actions privilégiées, série 16 en tant que série et aux actions privilégiées, série 17 en tant que série.

Certaines dispositions des actions privilégiées, série 16 en tant que série

Définition des termes

Les définitions suivantes ont trait aux actions privilégiées, série 16.

« **date de calcul du taux fixe** » désigne, à l'égard de toute période à taux fixe ultérieure, le 30^e jour précédant le premier jour de cette période à taux fixe ultérieure.

« **page GCAN5YR à l'écran Bloomberg** » désigne l'ensemble des données affichées par le service Bloomberg Financial L.P. sur la page appelée « page GCAN5YR<INDEX> » (ou toute autre page qui la remplace sur ce service) et représentant les rendements des obligations du gouvernement du Canada.

« **période à taux fixe initiale** » désigne la période commençant à la date de clôture et se terminant le 25 août 2013, inclusivement.

« **période à taux fixe ultérieure** » désigne, à l'égard de la période à taux fixe ultérieure initiale, la période commençant le 26 août 2013 et se terminant le 25 août 2018, inclusivement, et à l'égard de chaque période à taux fixe ultérieure suivante, la période commençant le jour suivant immédiatement la fin de la période à taux fixe ultérieure la précédant immédiatement et se terminant le 25 août de la cinquième année suivante, inclusivement.

« **rendement des obligations du gouvernement du Canada** » désigne, à toute date, le rendement jusqu'à l'échéance à cette date (dans l'hypothèse où le rendement est composé semestriellement) d'une obligation du gouvernement du Canada non remboursable libellée en dollars canadiens et comportant une durée à l'échéance de cinq ans, tel que publié à 10 h (heure de Toronto) à cette date, et qui figure à la page GCAN5YR à l'écran Bloomberg à cette date; toutefois, si ce taux ne figure pas à la page GCAN5YR à l'écran Bloomberg à cette date, le rendement des obligations du gouvernement du Canada correspondra à la moyenne des rendements établie par deux courtiers en valeurs mobilières inscrits du Canada, sauf BMO Nesbitt Burns Inc., sélectionnés par la Banque, comme étant le rendement à l'échéance à cette date (dans l'hypothèse où le rendement est composé semestriellement) que rapporterait une obligation du gouvernement du Canada non remboursable libellée en dollars canadiens et émise en dollars canadiens à 100 % de son capital à cette date et comportant une durée à l'échéance de cinq ans.

« **taux de dividende fixe annuel** » désigne, à l'égard de toute période à taux fixe ultérieure, le taux (exprimé sous forme de pourcentage arrondi à la baisse au cent millième de un pour cent près (0,000005 % étant arrondi à la hausse)) correspondant à la somme du rendement des obligations du gouvernement du Canada à la date de calcul du taux fixe applicable et de 1,65 %.

Dividendes

Au cours de la période à taux fixe initiale, les porteurs d'actions privilégiées, série 16 auront le droit de recevoir des dividendes fixes en espèces privilégiés non cumulatifs trimestriels, à mesure que les déclare le conseil d'administration, sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, les 25 février, mai, août et

nombre de chaque année, à un taux égal à 0,32500 \$ l'action. S'il est déclaré, le dividende initial sera payable le 25 novembre 2008 et sera de 0,55205 \$ l'action, d'après la date de clôture prévue du 23 juin 2008.

Au cours de chaque période à taux fixe ultérieure suivant la période à taux fixe initiale, les porteurs d'actions privilégiées, série 16 auront le droit de recevoir des dividendes fixes en espèces privilégiés non cumulatifs, à mesure que les déclare le conseil d'administration, sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, payables trimestriellement les 25 février, mai, août et novembre de chaque année, d'un montant par action par année correspondant au taux de dividende fixe annuel applicable à cette période à taux fixe ultérieure, multiplié par 25,00 \$.

Le taux de dividende fixe annuel applicable à une période à taux fixe ultérieure sera établi par la Banque à la date de calcul du taux fixe ultérieure. Ce calcul, en l'absence d'erreur manifeste, sera définitif et liera la Banque et tous les porteurs d'actions privilégiées, série 16. La Banque donnera, à la date de calcul du taux fixe, un avis écrit du taux de dividende fixe annuel pour la période à taux fixe ultérieure suivante aux porteurs inscrits des actions privilégiées, série 16 alors en circulation.

Si le conseil d'administration ne déclare aucun dividende, ni aucune partie de dividende, sur les actions privilégiées, série 16 au plus tard à la date de versement de dividende pour un trimestre donné, le droit des porteurs d'actions privilégiées, série 16 de recevoir ce dividende, ou toute partie de celui-ci, pour ce trimestre sera éteint à tout jamais.

Rachat

Les actions privilégiées, série 16 ne seront pas rachetables avant le 25 août 2013. Le 25 août 2013 et le 25 août tous les cinq ans par la suite. Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, du consentement préalable du surintendant et des dispositions décrites ci-dessous à la rubrique « Restrictions quant aux dividendes et au rachat d'actions », la Banque peut racheter la totalité ou une partie des actions privilégiées, série 16 alors en circulation, à son gré, sans le consentement du porteur, en payant, pour chacune de ces actions ainsi rachetées, 25,00 \$ au comptant l'action, majorés de tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date fixée aux fins de rachat.

Un avis de tout rachat sera donné par la Banque entre 30 jours et 60 jours avant la date fixée pour le rachat. Si, à quelque moment que ce soit, moins de la totalité des actions privilégiées, série 16 en circulation doivent être rachetées, les actions devant être rachetées seront rachetées au prorata, compte non tenu des fractions d'action. Se reporter également aux dispositions énoncées à la rubrique « Restrictions et approbations aux termes de la Loi sur les banques » dans le prospectus.

Conversion des actions privilégiées, série 16 en actions privilégiées, série 17

Les porteurs d'actions privilégiées, série 16 auront le droit, à leur gré, le 25 août 2013 et le 25 août tous les cinq ans par la suite (une « date de conversion de la série 16 »), de convertir, sous réserve des restrictions relatives à la conversion décrites ci-après et du paiement ou de la remise à la Banque d'un reçu attestant le paiement de l'impôt payable (s'il y a lieu), la totalité des actions privilégiées, série 16 immatriculées à leur nom en actions privilégiées, série 17 à raison d'une action privilégiée, série 17 pour chaque action privilégiée, série 16. La conversion des actions privilégiées, série 16 peut être effectuée sur remise par les porteurs d'actions privilégiées, série 16 d'un préavis au plus tôt le 30^e jour précédant une date de conversion de la série 16, mais au plus tard à 17 h (heure de Toronto) le 15^e jour précédant cette date.

Au moins 30 jours et au plus 60 jours avant la date de conversion de la série 16 applicable, la Banque avisera par écrit les porteurs inscrits des actions privilégiées, série 16 du droit de conversion susmentionné. Le 30^e jour avant chaque date de conversion de la série 16, la Banque avisera par écrit tous les porteurs inscrits des actions privilégiées, série 16 du taux de dividende fixe annuel à l'égard de la prochaine période à taux fixe ultérieure.

Les porteurs d'actions privilégiées, série 16 n'auront pas le droit de convertir leurs actions en actions privilégiées, série 17 si la Banque établit qu'il y aurait moins de 1 000 000 d'actions privilégiées, série 17 en circulation à une date de conversion de la série 16, compte tenu de toutes les actions privilégiées, série 16 déposées aux fins de conversion en actions privilégiées, série 17 et de toutes les actions privilégiées, série 17 déposées aux fins de conversion en actions privilégiées, série 16. La Banque en avisera par écrit tous les porteurs

inscrits des actions privilégiées, série 16 au moins sept jours avant la date de conversion de la série 16 applicable. En outre, si la Banque établit qu'il y aurait moins de 1 000 000 d'actions privilégiées, série 16 en circulation à une date de conversion de la série 16, compte tenu de toutes les actions privilégiées, série 16 déposées aux fins de conversion en actions privilégiées, série 17 et de toutes les actions privilégiées, série 17 déposées aux fins de conversion en actions privilégiées, série 16, alors, la totalité, mais non moins de la totalité, des actions privilégiées, série 16 en circulation restantes seront automatiquement converties en actions privilégiées, série 17, à raison d'une action privilégiée, série 17 pour chaque action privilégiée, série 16 à la date de conversion de la série 16 applicable, et la Banque en avisera par écrit les porteurs inscrits de ces actions privilégiées, série 16 restantes au moins sept jours ouvrables avant la date de conversion de la série 16.

Lorsque le porteur exerce son droit de convertir des actions privilégiées, série 16 en actions privilégiées, série 17, la Banque se réserve le droit de ne pas émettre d'actions privilégiées, série 17 à toute personne dont l'adresse est dans un territoire hors du Canada ou à l'égard de qui la Banque ou l'agent des transferts de celle-ci a des raisons de croire qu'elle est résidente d'un tel territoire, dans la mesure où cette émission obligerait la Banque à prendre des mesures pour se conformer aux lois sur les valeurs mobilières ou les banques ou à des lois analogues de ce territoire. Se reporter également aux rubriques « Restrictions et approbations aux termes de la Loi sur les banques » et « Restrictions additionnelles relatives à la déclaration de dividendes » dans le prospectus.

Si la Banque avise les porteurs inscrits des actions privilégiées, série 16 du rachat de la totalité des actions privilégiées, série 16, elle ne sera pas tenue d'aviser de la façon prévue aux présentes les porteurs inscrits des actions privilégiées, série 16 d'un taux de dividende fixe annuel ou du droit de conversion des porteurs d'actions privilégiées, série 16 et le droit de tout porteur d'actions privilégiées, série 16 de convertir ces actions privilégiées, série 16 prendra fin en pareil cas.

Achat aux fins d'annulation

Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, du consentement préalable du surintendant et des dispositions décrites à la rubrique « Restrictions quant aux dividendes et au rachat d'actions », la Banque peut acheter à tout moment aux fins d'annulation des actions privilégiées, série 16 sur le marché libre au prix le moins élevé ou aux prix auxquels, de l'avis du conseil d'administration, ces actions peuvent être obtenues.

Restrictions quant aux dividendes et au rachat d'actions

Tant que des actions privilégiées, série 16 sont en circulation, la Banque ne pourra, sans l'approbation des porteurs d'actions privilégiées, série 16 en circulation donnée de la façon décrite ci-après, prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :

- a) déclarer, verser ou mettre de côté aux fins de versement des dividendes sur les actions ordinaires de la Banque (les « actions ordinaires de la Banque ») ou toute autre action de rang inférieur aux actions privilégiées, série 16 (à l'exception de dividendes-actions payables en actions de rang inférieur aux actions privilégiées, série 16);
- b) racheter, acheter ou autrement annuler des actions ordinaires de la Banque ou toute autre action de rang inférieur aux actions privilégiées, série 16 (sauf en utilisant le produit net en espèces d'une émission quasi simultanée d'actions de rang inférieur aux actions privilégiées, série 16);
- c) racheter, acheter ou autrement annuler moins de la totalité des actions privilégiées, série 16;
- d) sauf aux termes d'une obligation d'achat, d'un fonds d'amortissement, d'un privilège de rachat au gré du porteur ou de dispositions de rachat obligatoire afférentes à toute série d'actions privilégiées de la Banque (les « actions privilégiées »), racheter, acheter ou autrement annuler toute autre action de rang égal aux actions privilégiées, série 16;

à moins que, dans chaque cas, tous les dividendes, y compris ceux payables à la date de versement de dividende pour la dernière période terminée à l'égard de laquelle des dividendes seront payables, n'aient été déclarés et versés ou mis de côté aux fins de versement, à l'égard de chaque série d'actions privilégiées à dividende cumulatif alors émises et en circulation et à l'égard de toutes les autres actions à dividende cumulatif de rang égal aux actions privilégiées, et que n'aient été versés ou mis de côté aux fins de versement tous les dividendes

déclarés à l'égard de chaque série d'actions privilégiées à dividende non cumulatif (y compris les actions privilégiées, série 16) alors émises et en circulation et à l'égard de toutes les autres actions à dividende non cumulatif de rang égal aux actions privilégiées.

Émission de séries supplémentaires d'actions privilégiées

Sous réserve des restrictions énoncées dans le prospectus à la rubrique « Description des actions privilégiées — Certaines dispositions des actions privilégiées de catégorie B en tant que catégorie — Création et émission d'actions », la Banque peut émettre d'autres séries d'actions privilégiées de rang égal aux actions privilégiées, série 16 sans l'autorisation des porteurs d'actions privilégiées de cette série.

Modifications des actions privilégiées, série 16

La Banque ne supprimera ni ne modifiera, sans l'approbation des porteurs d'actions privilégiées, série 16 donnée de la façon prévue ci-après à la rubrique « Approbations des actionnaires », les droits, privilèges, restrictions et conditions rattachés aux actions privilégiées, série 16. Outre l'approbation susmentionnée, la Banque ne fera, sans l'approbation préalable du surintendant, aucune suppression ni modification qui pourrait modifier la classification applicable aux actions privilégiées, série 16 à l'occasion aux fins des exigences en matière de suffisance du capital prévues par la Loi sur les banques, ses règlements d'application et toute ligne directrice, mais peut faire à l'occasion de telles suppressions ou modifications avec l'approbation préalable du surintendant.

Approbations des actionnaires

L'approbation de toutes modifications des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions rattachés aux actions privilégiées, série 16 peut être donnée par voie de résolution adoptée par le vote affirmatif d'au moins 66 ⅔ % des voix exprimées à une assemblée des porteurs d'actions privilégiées, série 16 à laquelle la majorité des actions privilégiées, série 16 en circulation est représentée ou, s'il n'y a pas un tel quorum à l'assemblée, à toute assemblée suivant cette assemblée ajournée à laquelle aucun quorum ne s'appliquerait.

Outre l'approbation qui précède, toute modification des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions rattachés aux actions privilégiées, série 16 qui touchent la classification des actions privilégiées, série 16 à l'occasion aux fins des exigences en matière de suffisance du capital prévues par la Loi sur les banques, ses règlements d'application et toute ligne directrice ne peut être effectuée qu'avec le consentement du surintendant.

Droits en cas de liquidation

En cas de liquidation ou de dissolution de la Banque, les porteurs d'actions privilégiées, série 16 auront le droit de recevoir 25,00 \$ l'action, majorés des dividendes déclarés et non versés à la date de versement avant que tout montant ne soit versé ou que tout élément d'actif de la Banque ne soit distribué aux porteurs de toute autre action de rang inférieur aux actions privilégiées, série 16. Les porteurs d'actions privilégiées, série 16 n'auront pas le droit de participer à toute autre distribution des biens ou des éléments d'actif de la Banque.

Droits de vote

Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, les porteurs d'actions privilégiées, série 16, n'auront pas le droit, à ce titre, de recevoir un avis de convocation à toute assemblée des actionnaires de la Banque ni d'y assister ni d'y voter jusqu'à ce que le conseil d'administration ait omis de déclarer pour la première fois le dividende complet sur les actions privilégiées, série 16 à l'égard de tout trimestre. Dans ce cas, les porteurs des actions privilégiées, série 16 auront le droit de recevoir un avis de convocation et d'assister aux assemblées des actionnaires auxquelles les administrateurs de la Banque seront élus et auront droit à une voix par action privilégiée, série 16 qu'ils détiennent. Les droits de vote des porteurs d'actions privilégiées, série 16 cesseront dès le versement par la Banque du premier dividende sur les actions privilégiées, série 16 auquel les porteurs ont droit après le moment où ces droits de vote prennent effet pour la première fois jusqu'au moment où la Banque omet de nouveau de déclarer le dividende complet sur les actions privilégiées, série 16 à l'égard de tout trimestre, auquel cas ces droits de vote reprendront effet, et ainsi de suite.

Dans le cadre de toute mesure prise par la Banque, qui nécessite l'approbation des porteurs d'actions privilégiées, série 16 exerçant leur droit de vote en tant que série ou en tant que partie d'une catégorie, chaque porteur aura droit à une voix pour chaque action qu'il détient.

Choix fiscal

La Banque choisira, de la façon prévue et dans les délais prescrits à la Partie VI.1 de la LIR, de payer un impôt à un taux faisant en sorte que les porteurs d'actions privilégiées, série 16 ne soient pas tenus de payer un impôt en vertu de la Partie IV.1 de la LIR sur les dividendes reçus sur les actions privilégiées, série 16.

Jours ouvrables

Toute mesure devant être prise par la Banque un jour qui n'est pas un jour ouvrable sera prise le jour ouvrable suivant.

Certaines dispositions des actions privilégiées, série 17 en tant que série

Définition des termes

Les définitions suivantes ont trait aux actions privilégiées, série 17.

« **date d'entrée en vigueur trimestrielle** » désigne les 26 février, mai, août et novembre de chaque année.

« **date de calcul du taux variable** » désigne, à l'égard de toute période à taux variable trimestriel, le 30^e jour ouvrable précédant le premier jour de cette période à taux variable trimestriel.

« **période à taux variable trimestriel** » désigne, à l'égard de la période à taux variable trimestriel initiale, la période commençant le 26 août 2013 et se terminant le 25 novembre 2013, inclusivement, et, par la suite, la période à partir du jour, inclusivement, qui suit immédiatement la fin de la période à taux variable trimestriel précédant immédiatement la prochaine date d'entrée en vigueur trimestrielle suivante, exclusivement.

« **taux de dividende variable trimestriel** » désigne, à l'égard de toute période à taux variable trimestriel, le taux d'intérêt (exprimé sous forme de pourcentage arrondi à la baisse au cent millième de un pour cent près (0,000005 % étant arrondi à la hausse)) correspondant à la somme du taux des bons du Trésor à la date de calcul du taux variable applicable et de 1,65 % (calculé en fonction du nombre réel de jours écoulés au cours de cette période à taux variable trimestriel divisé par 365).

« **taux des bons du Trésor** » désigne, à l'égard de toute période à taux variable trimestriel, le rendement moyen exprimé sous forme de pourcentage par année sur les bons du Trésor à trois mois du gouvernement du Canada, tel que publié par la Banque du Canada pour la plus récente vente publique de bons du Trésor précédant la date de calcul du taux variable applicable.

Prix d'émission

Les actions privilégiées, série 17 auront un prix d'émission de 25,00 \$ l'action.

Dividendes

Les porteurs d'actions privilégiées, série 17 auront le droit de recevoir des dividendes à taux variable en espèces privilégiés non cumulatifs, à mesure que les déclare le conseil d'administration, sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, payables trimestriellement les 25 février, mai, août et novembre de chaque année, d'un montant par action correspondant au taux de dividende variable trimestriel, multiplié par 25,00 \$.

Le taux de dividende variable trimestriel pour chaque période à taux variable trimestriel sera établi par la Banque le 30^e jour précédant le premier jour de chaque période à taux variable trimestriel. Ce calcul, en l'absence d'erreur manifeste, sera définitif et liera la Banque et tous les porteurs d'actions privilégiées, série 17. La Banque donnera, à la date de calcul du taux variable, un avis écrit du taux de dividende variable trimestriel pour la période à taux variable trimestriel subséquente à tous les porteurs inscrits d'actions privilégiées, série 17 alors en circulation.

Si le conseil d'administration ne déclare aucun dividende, ni partie de dividende, sur les actions privilégiées, série 17 au plus tard à la date de versement de dividende pour une période à taux variable trimestriel donnée, le droit des porteurs d'actions privilégiées, série 17 de recevoir ce dividende, ou toute partie de celui-ci, pour cette période à taux variable trimestriel sera éteint à tout jamais.

Rachat

Sur remise d'un préavis d'entre 30 et 60 jours et sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, du consentement préalable du surintendant et des dispositions décrites ci-dessous à la rubrique « Restrictions quant aux dividendes et au rachat d'actions », la Banque peut racheter la totalité ou une partie des actions privilégiées, série 17 alors en circulation, à son gré, sans le consentement du porteur, en payant, pour chacune de ces actions ainsi rachetées, i) 25,00 \$ au comptant, majorés de tous les dividendes déclarés et non versés à la date de rachat fixée aux fins de rachat pour les rachats effectués le 25 août 2018 et le 25 août tous les cinq ans par la suite ou ii) 25,50 \$ au comptant, majorés de tous les dividendes déclarés et non versés à la date de rachat fixée aux fins de rachat pour les rachats effectués à toute autre date à compter du 25 août 2013.

Un avis de tout rachat sera donné par la Banque au moins 30 jours et au plus 60 jours avant la date fixée pour le rachat. Si, à quelque moment que ce soit, moins de la totalité des actions privilégiées, série 17 en circulation doivent être rachetées, les actions devant être rachetées seront rachetées au prorata, compte non tenu des fractions d'action. Se reporter également aux dispositions énoncées à la rubrique « Restrictions et approbations aux termes de la Loi sur les banques » dans le prospectus.

Conversion des actions privilégiées, série 17 en actions privilégiées, série 16

Les porteurs d'actions privilégiées, série 17 auront le droit, à leur gré, le 25 août 2018 et le 25 août tous les cinq ans par la suite (une « date de conversion de la série 17 »), de convertir, sous réserve des restrictions relatives à la conversion décrites ci-après et du paiement ou de la remise à la Banque d'un reçu attestant le paiement de l'impôt payable (s'il y a lieu), la totalité des actions privilégiées, série 17 immatriculées à leur nom en actions privilégiées, série 16, à raison d'une action privilégiée, série 16 pour chaque action privilégiée, série 17. La conversion des actions privilégiées, série 17 peut être effectuée sur remise par les porteurs d'actions privilégiées, série 17 d'un préavis au plus tôt le 30^e jour précédant une date de conversion de la série 17, mais au plus tard à 17 h (heure de Toronto) le 15^e jour précédant cette date.

Au moins 30 jours et au plus 60 jours avant la date de conversion de la série 17 applicable, la Banque avisera par écrit les porteurs des actions privilégiées, série 17 du droit de conversion susmentionné. Le 30^e jour précédant chaque date de conversion de la série 17, la Banque avisera par écrit les porteurs inscrits détenant alors des actions privilégiées, série 17 du taux de dividende fixe annuel établi pour la période à taux fixe ultérieure suivante à l'égard des actions privilégiées, série 16.

Les porteurs d'actions privilégiées, série 17 n'auront pas le droit de convertir leurs actions en actions privilégiées, série 16 si la Banque établit qu'il y aurait moins de 1 000 000 d'actions privilégiées, série 16 en circulation à une date de conversion de la série 17, compte tenu de toutes les actions privilégiées, série 17 déposées aux fins de conversion en actions privilégiées, série 16 et de toutes les actions privilégiées, série 16 déposées aux fins de conversion en actions privilégiées, série 17. La Banque en avisera par écrit tous les porteurs inscrits des actions privilégiées, série 17 au moins sept jours avant la date de conversion de la série 17 applicable. En outre, si la Banque établit qu'il y aurait moins de 1 000 000 d'actions privilégiées, série 17 en circulation à une date de conversion de la série 17 donnée, compte tenu de toutes les actions privilégiées, série 17 déposées aux fins de conversion en actions privilégiées, série 16 et de toutes les actions privilégiées, série 16 déposées aux fins de conversion en actions privilégiées, série 17, alors, la totalité uniquement des actions privilégiées, série 17 en circulation restantes seront automatiquement converties en actions privilégiées, série 16 à raison d'une action privilégiée, série 16 pour chaque action privilégiée, série 17 à la date de conversion de la série 17 applicable, et la Banque en avisera par écrit les porteurs inscrits de ces actions privilégiées, série 17 restantes au moins sept jours avant la date de conversion de la série 17.

Lorsque le porteur exerce son droit de convertir des actions privilégiées, série 17 en actions privilégiées, série 16, la Banque se réserve le droit de ne pas émettre d'actions privilégiées, série 16 à toute personne dont l'adresse est dans un territoire hors du Canada ou à l'égard de qui la Banque ou l'agent des transferts de celle-ci

a des raisons de croire qu'elle est résidente d'un tel territoire, dans la mesure où cette émission obligerait la Banque à prendre des mesures pour se conformer aux lois sur les valeurs mobilières ou les banques ou à des lois analogues de ce territoire. Se reporter également aux rubriques « Restrictions et approbations aux termes de la Loi sur les banques » et « Restrictions additionnelles relatives à la déclaration de dividendes » dans le prospectus.

Si la Banque avise les porteurs inscrits des actions privilégiées, série 17 du rachat de la totalité des actions privilégiées, série 17 à une date de conversion de la série 17, la Banque ne sera pas tenue d'aviser de la façon prévue aux présentes les porteurs inscrits des actions privilégiées, série 17 d'un taux de dividende fixe annuel ou du droit de conversion des porteurs d'actions privilégiées, série 17 et le droit de tout porteur d'actions privilégiées, série 17 de convertir ces actions privilégiées, série 17 prendra fin dans pareil cas.

Achat aux fins d'annulation

Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, du consentement préalable du surintendant et des dispositions décrites ci-dessous à la rubrique « Restrictions quant aux dividendes et au rachat d'actions », la Banque peut en tout temps acheter aux fins d'annulation la totalité des actions privilégiées, série 17 sur le marché libre au prix le plus bas ou aux prix qui, selon le conseil d'administration, sont les prix les plus bas auxquels on peut obtenir ces actions.

Restrictions quant aux dividendes et au rachat d'actions

Tant que des actions privilégiées, série 17 sont en circulation, la Banque ne pourra pas prendre les mesures suivantes, sans l'approbation des porteurs d'actions privilégiées, série 17 donnée de la façon décrite ci-après :

- a) déclarer, verser ou mettre de côté aux fins de versement des dividendes sur les actions ordinaires de la Banque ou sur toute autre action de rang inférieur aux actions privilégiées, série 17 (à l'exception de dividendes-actions payables en actions de la Banque de rang inférieur aux actions privilégiées, série 17);
- b) racheter, acheter ou autrement annuler des actions ordinaires de la Banque ou toute autre action de rang inférieur aux actions privilégiées, série 17 (sauf en utilisant le produit net en espèces d'une émission quasi simultanée d'actions de rang inférieur aux actions privilégiées, série 17);
- c) racheter, acheter ou autrement annuler moins de la totalité des actions privilégiées, série 17 alors en circulation;
- d) sauf aux termes d'une obligation d'achat, d'un fonds d'amortissement, d'un privilège de rachat au gré du porteur ou de dispositions de rachat obligatoire afférentes à toute série d'actions privilégiées, racheter, acheter ou autrement annuler toute autre action de rang égal aux actions privilégiées, série 17;

à moins que, dans chaque cas, tous les dividendes, y compris ceux payables à la date de versement de dividende pour la dernière période terminée à l'égard de laquelle des dividendes seront payables, n'aient été déclarés et versés ou mis de côté aux fins de versement à l'égard de chaque série d'actions privilégiées à dividende cumulatif alors émises et en circulation et à l'égard de toutes les autres actions à dividende cumulatif de rang égal aux actions privilégiées, et que n'aient été versés ou mis de côté aux fins de versement tous les dividendes déclarés à l'égard de chaque série d'actions privilégiées à dividende non cumulatif (y compris les actions privilégiées, série 17) alors émises et en circulation et à l'égard de toutes les autres actions à dividende non cumulatif de rang égal aux actions privilégiées.

Émission de séries supplémentaires d'actions privilégiées

Sous réserve des restrictions énoncées dans le prospectus à la rubrique « Description des actions privilégiées — Certaines dispositions des actions privilégiées de catégorie B en tant que catégorie — Création et émission d'actions », la Banque peut émettre d'autres séries d'actions privilégiées de rang égal aux actions privilégiées, série 17 sans l'autorisation des porteurs d'actions privilégiées, série 17.

Modifications des actions privilégiées, série 17

La Banque ne supprimera ni ne modifiera, sans l'approbation des porteurs d'actions privilégiées, série 17 donnée de la façon prévue ci-après à la rubrique « Approbations des actionnaires », les droits, privilèges, restrictions et conditions rattachés aux actions privilégiées, série 17. Outre l'approbation susmentionnée, la Banque ne fera, sans l'approbation préalable du surintendant, aucune suppression ou modification qui pourrait modifier la classification applicable aux actions privilégiées, série 17 à l'occasion aux fins des exigences en matière de suffisance du capital prévues par la Loi sur les banques, ses règlements et toute ligne directrice, mais peut faire à l'occasion de telles suppressions ou modifications avec l'approbation préalable du surintendant.

Approbations des actionnaires

L'approbation de toutes modifications des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions rattachés aux actions privilégiées, série 17 peut être donnée par voie de résolution adoptée par le vote affirmatif d'au moins 66 ⅔ % des voix exprimées à une assemblée des porteurs d'actions privilégiées, série 17 à laquelle la majorité des actions privilégiées, série 17 en circulation est représentée ou, s'il n'y a pas un tel quorum à l'assemblée, à toute assemblée suivant cette assemblée ajournée à laquelle aucun quorum ne s'appliquerait.

Outre l'approbation qui précède, toute modification des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions rattachés aux actions privilégiées, série 17 qui touchent la classification des actions privilégiées, série 17 à l'occasion aux fins des exigences en matière de suffisance du capital prévues par la Loi sur les banques, ces règlements et toute ligne directrice ne peut être effectuée qu'avec le consentement du surintendant.

Droits en cas de liquidation

En cas de liquidation ou de dissolution de la Banque, les porteurs d'actions privilégiées, série 17 auront le droit de recevoir 25,00 \$ l'action, majorés de tous les dividendes déclarés et non versés à la date de versement, avant que tout montant ne soit versé et que tout élément d'actif de la Banque ne soit distribué aux porteurs des actions de rang inférieur aux actions privilégiées, série 17. Les porteurs des actions privilégiées, série 17 n'auront pas le droit de participer à toute autre distribution des biens ou des éléments d'actif de la Banque.

Droits de vote

Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, les porteurs d'actions privilégiées, série 17, n'auront pas, à ce titre, le droit de recevoir un avis de convocation à toute assemblée des actionnaires de la Banque ni d'y assister ni d'y voter jusqu'à ce que le conseil d'administration ait omis de déclarer pour la première fois le dividende complet sur les actions privilégiées, série 17 au cours de tout trimestre. Dans ce cas, les porteurs d'actions privilégiées, série 17 auront le droit de recevoir un avis de convocation aux assemblées des actionnaires auxquelles les administrateurs de la Banque seront élus et d'y assister et auront droit à une voix par action privilégiée, série 17 qu'ils détiennent. Les droits de vote des porteurs d'actions privilégiées, série 17 cesseront immédiatement dès le versement par la Banque du premier dividende sur les actions privilégiées, série 17 auquel les porteurs ont droit après le moment où ces droits de vote prennent effet pour la première fois jusqu'au moment où la Banque peut omettre de nouveau de déclarer le dividende complet sur les actions privilégiées, série 17 au cours de tout trimestre, auquel cas, ces droits de vote reprendront effet, et ainsi de suite.

Dans le cadre de toute mesure prise par la Banque, qui nécessite l'approbation des porteurs d'actions privilégiées, série 17 exerçant leur droit de vote en tant que série ou en tant que partie d'une catégorie, chaque porteur aura droit à une voix par action qu'il détient.

Choix fiscal

La Banque choisira, de la façon prévue et dans les délais prescrits à la Partie VI.1 de la LIR, de payer un impôt à un taux faisant en sorte que les porteurs d'actions privilégiées, série 17 ne seront pas tenus de payer un impôt en vertu de la Partie IV.1 de la LIR sur les dividendes reçus sur les actions privilégiées, série 17.

Jours ouvrables

Si toute mesure doit être prise par la Banque un jour qui n'est pas un jour ouvrable, cette mesure sera prise le jour suivant ouvrable.

RATIOS DE COUVERTURE PAR LE BÉNÉFICE

Les ratios financiers consolidés de la Banque présentés ci-dessous et qui sont calculés pour la période de 12 mois terminée le 31 octobre 2007 et pour la période de 12 mois terminée le 30 avril 2008, reflètent le rachat de billets à moyen terme de série A, deuxième tranche, de 150 millions de dollars le 4 février 2008, l'émission de billets à moyen terme de série F, première tranche, de 900 millions de dollars le 28 mars 2008 et l'émission d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif de série 15 de 250 millions de dollars le 2 avril 2008, et tiennent compte de l'émission des actions privilégiées de série 16 (en présumant que la totalité des actions visées par une option sont émises) :

	31 octobre 2007 ¹⁾	30 avril 2008 ¹⁾
Couverture des dividendes majorés sur les actions privilégiées de catégorie B, séries 5, 10, 13, 14, 15 et 16 ¹⁾	32,61 fois	28,31 fois
Couverture des intérêts sur les titres secondaires ²⁾ , les actions privilégiées de catégorie B, série 6 et les titres de la Fiducie de capital, séries A, B et C ³⁾	7,97 fois	7,06 fois
Couverture des intérêts et des dividendes majorés sur les titres secondaires ²⁾ , les actions privilégiées de catégorie B et les titres de la Fiducie de capital, séries A, B et C	6,40 fois	5,65 fois

Notes :

- 1) Au 31 octobre 2007 et au 30 avril 2008, aucune action privilégiée de catégorie A n'était en circulation.
- 2) Y compris les billets secondaires, à 5,75 %, échéant en 2022, de 800 millions de dollars, émis par la Fiducie de billets secondaires BMO.
- 3) Pour un supplément d'information sur le classement des titres de la Fiducie de capital, il y a lieu de se reporter à la note 19 afférente aux états financiers consolidés vérifiés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, intégrés par renvoi dans le présent supplément de prospectus.

Aux fins du calcul de la couverture des dividendes et des intérêts, les montants exprimés en devises ont été convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de chaque mois. Pour les périodes de 12 mois terminées le 31 octobre 2007 et le 30 avril 2008, les taux de change moyens étaient respectivement de 1,0931 \$ CA pour 1,00 \$ US et de 1,0176 \$ CA pour 1,00 \$ US.

Les dividendes que la Banque devait verser à l'égard de la totalité de ses actions privilégiées, compte tenu de l'émission des actions privilégiées de série 16 (en présumant que la totalité des actions visées par une option sont émises) et ajustés à un équivalent avant impôts calculé à un taux d'imposition effectif de 7,89 %, se sont élevés à 79,729 millions de dollars pour la période de 12 mois terminée le 31 octobre 2007. Ces mêmes dividendes, ajustés à un équivalent avant impôts calculé à un taux d'imposition effectif de 4,01 % se sont élevés à 84,331 millions de dollars pour la période de 12 mois terminée le 30 avril 2008. Les intérêts que la Banque devait payer à l'égard de sa dette à long terme se sont élevés à 326,367 millions de dollars pour la période de 12 mois terminée le 31 octobre 2007 et à 338,300 millions de dollars pour la période de 12 mois terminée le 30 avril 2008. Le bénéfice avant les intérêts et les impôts sur le bénéfice de la Banque pour la période de 12 mois terminée le 31 octobre 2007 s'est établi à 2 599,629 millions de dollars, soit 6,40 fois le total des dividendes et des intérêts que la Banque devait payer pour cette période. Le bénéfice avant les intérêts et les impôts sur le bénéfice de la Banque pour la période de 12 mois terminée le 30 avril 2008 s'est établi à 2 387,400 millions de dollars, soit 5,65 fois le total des dividendes et des intérêts que la Banque devait payer pour cette période.

COURS ET VOLUME DES OPÉRATIONS

Les actions ordinaires en circulation de la Banque sont inscrites à la TSX sous le symbole « BMO » et à la Bourse de New York (la « NYSE ») sous le symbole « BMO ». Les actions privilégiées en circulation de la Banque sont inscrites à la TSX sous les symboles suivants : « BMO.PR.H. » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 5; « BMO.PR.I. » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 6; « BMO.PR.V. » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 10; « BMO.PR.J. » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 13; « BMO.PR.K. » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 14 et « BMO.PR.L. » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 15. Les tableaux qui suivent indiquent les cours extrêmes publiés en dollars

canadiens ainsi que les volumes des opérations sur les actions ordinaires et les actions privilégiées de la Banque à la TSX pour les périodes indiquées.

Actions ordinaires (BMO)

<u>Mois</u>	<u>Haut (\$)</u>	<u>Bas (\$)</u>	<u>Volume</u>
Novembre 2007	63,44 \$	54,70 \$	58 611 649
Décembre 2007	63,00 \$	54,91 \$	29 235 477
Janvier 2008	57,98 \$	51,35 \$	47 129 629
Février 2008	58,78 \$	49,49 \$	43 277 421
Mars 2008	50,10 \$	38,00 \$	92 972 388
Avril 2008	50,77 \$	45,63 \$	44 758 344
Mai 2008	52,31 \$	47,26 \$	42 419 605
Du 1 ^{er} au 13 juin 2008	48,93 \$	44,41 \$	22 024 723

Actions privilégiées de catégorie B, série 5 (BMO.PR.H)

<u>Mois</u>	<u>Haut (\$)</u>	<u>Bas (\$)</u>	<u>Volume</u>
Novembre 2007	25,53 \$	24,35 \$	248 105
Décembre 2007	25,60 \$	24,55 \$	118 758
Janvier 2008	25,88 \$	24,46 \$	156 009
Février 2008	24,95 \$	24,30 \$	177 225
Mars 2008	24,67 \$	23,05 \$	150 992
Avril 2008	23,83 \$	23,15 \$	122 731
Mai 2008	24,65 \$	23,27 \$	169 347
Du 1 ^{er} au 13 juin 2008	24,10 \$	23,09 \$	24 435

Actions privilégiées de catégorie B, série 6 (BMO.PR.I)

<u>Mois</u>	<u>Haut (\$)</u>	<u>Bas (\$)</u>	<u>Volume</u>
Novembre 2007	25,19 \$	24,99 \$	80 455
Décembre 2007	25,29 \$	25,05 \$	349 266
Janvier 2008	25,42 \$	25,01 \$	135 288
Février 2008	25,23 \$	25,00 \$	127 270
Mars 2008	25,33 \$	25,01 \$	43 245
Avril 2008	25,40 \$	24,90 \$	719 110
Mai 2008	25,14 \$	24,95 \$	303 526
Du 1 ^{er} au 13 juin 2008	25,20 \$	25,08 \$	686 735

Actions privilégiées de catégorie B, série 10 (BMO.PR.V)

<u>Mois</u>	<u>Haut (\$)</u>	<u>Bas (\$)</u>	<u>Volume</u>
Novembre 2007	26,15 \$	25,40 \$	329 702
Décembre 2007	26,38 \$	25,58 \$	293 490
Janvier 2008	26,87 \$	25,92 \$	159 409
Février 2008	26,97 \$	26,51 \$	115 472
Mars 2008	26,90 \$	25,25 \$	233 186
Avril 2008	26,68 \$	25,81 \$	134 721
Mai 2008	26,45 \$	26,00 \$	152 376
Du 1 ^{er} au 13 juin 2008	26,24 \$	26,00 \$	50 355

Actions privilégiées de catégorie B, série 13 (BMO.PR.J)

<u>Mois</u>	<u>Haut (\$)</u>	<u>Bas (\$)</u>	<u>Volume</u>
Novembre 2007.....	21,00 \$	20,21 \$	938 521
Décembre 2007.....	21,75 \$	20,00 \$	810 765
Janvier 2008.....	21,65 \$	20,35 \$	403 223
Février 2008.....	21,70 \$	20,95 \$	726 054
Mars 2008.....	21,35 \$	19,60 \$	273 558
Avril 2008.....	20,25 \$	19,80 \$	809 415
Mai 2008.....	20,40 \$	20,00 \$	482 880
Du 1 ^{er} au 13 juin 2008.....	20,40 \$	19,76 \$	623 850

Actions privilégiées de catégorie B, série 14 (BMO.PR.K)

<u>Mois</u>	<u>Haut (\$)</u>	<u>Bas (\$)</u>	<u>Volume</u>
Novembre 2007.....	24,65 \$	24,10 \$	531 080
Décembre 2007.....	24,99 \$	24,55 \$	657 845
Janvier 2008.....	25,00 \$	23,70 \$	293 315
Février 2008.....	24,89 \$	23,91 \$	210 587
Mars 2008.....	24,70 \$	22,20 \$	227 865
Avril 2008.....	23,50 \$	22,25 \$	389 810
Mai 2008.....	23,44 \$	22,75 \$	190 508
Du 1 ^{er} au 13 juin 2008.....	23,09 \$	22,40 \$	79 035

Actions privilégiées de catégorie B, série 15 (BMO.PR.L)

<u>Mois</u>	<u>Haut (\$)</u>	<u>Bas (\$)</u>	<u>Volume</u>
Avril 2008.....	24,89 \$	24,60 \$	954 409
Mai 2008.....	25,25 \$	24,80 \$	611 843
Du 1 ^{er} au 13 juin 2008.....	25,24 \$	25,00 \$	325 019

VENTES ANTÉRIEURES

Le tableau ci-après présente toute les émissions d'actions privilégiées de la Banque au cours des 12 mois précédant la date du présent supplément de prospectus :

<u>Date d'émission</u>	<u>N° de série</u>	<u>Prix d'émission par action privilégiée</u>	<u>Nombre d'actions privilégiée émises</u>
9 octobre 2007.....	<u>Série 14</u>	<u>25 00 \$</u>	<u>10 000 000</u>
2 avril 2008.....	<u>Série 15</u>	<u>25 00 \$</u>	<u>10 000 000</u>

INCIDENCES FISCALES FÉDÉRALES CANADIENNES

De l'avis d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. et de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., le texte qui suit est un résumé des principales incidences fiscales fédérales canadiennes qui s'appliquent au souscripteur qui acquiert des actions privilégiées, série 16 et des actions privilégiées, série 17 aux termes du présent prospectus et qui, aux fins de la LIR et à tout moment opportun, est ou est réputé un résident du Canada, traite sans lien de dépendance avec la Banque, ne fait pas partie du même groupe que celle-ci et détient les actions privilégiées, série 16 et les actions privilégiées, série 17 à titre d'immobilisations. Généralement, les actions privilégiées, série 16 et les actions privilégiées, série 17 constitueront des immobilisations pour le porteur, pourvu que celui-ci ne les acquière ni ne les détienne dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise ou dans le cadre d'un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial. Certains porteurs dont les actions privilégiées, série 16 et les actions privilégiées, série 17 ne constitueraient pas autrement des

immobilisations peuvent, dans certaines circonstances, faire en sorte que ces actions et tous les autres « titres canadiens » (terme défini dans la LIR) qui leur appartiennent au cours de l'année d'imposition durant laquelle le choix est effectué et de toutes les années d'imposition subséquentes soient réputés des immobilisations en effectuant le choix irrévocable autorisé au paragraphe 39(4) de la LIR. Le présent résumé ne s'applique pas au souscripteur dans lequel une participation constitue un « abri fiscal déterminé », qui est une « institution financière » aux fins de certaines règles applicables aux titres détenus par des institutions financières (appelées règles « d'évaluation à la valeur du marché »), ou auquel les règles en matière de déclaration en « monnaie fonctionnelle » s'appliquent, tel que ces expressions sont définies dans la LIR. Il est recommandé à ces souscripteurs de consulter leurs propres conseillers en fiscalité. De plus, le présent résumé ne s'applique pas au souscripteur qui est une « institution financière déterminée » (terme défini dans la LIR), qui reçoit ou est réputé recevoir, seul ou conjointement avec des personnes avec lesquelles il a un lien de dépendance, dans l'ensemble des dividendes à l'égard de plus de 10 % des actions privilégiées, série 16 et des actions privilégiées, série 17, selon le cas, en circulation au moment où le dividende est reçu. Le présent résumé est également fondé sur l'hypothèse selon laquelle toutes les actions privilégiées, série 16 et toutes les actions privilégiées, série 17 émises et en circulation sont inscrites à la cote d'une bourse de valeurs visée par règlement au Canada (terme défini dans la LIR) au moment où des dividendes (y compris des dividendes réputés) sont versés ou reçus à l'égard de ces actions respectives.

Le présent résumé est fondé sur les dispositions actuelles de la LIR et du règlement pris en application de celle-ci (le « règlement ») ainsi que l'interprétation donnée par les conseillers juridiques aux pratiques et politiques administratives et de cotisation actuelles de l'Agence du revenu du Canada publiées par écrit avant la date des présentes. Le présent résumé tient compte de toutes les propositions particulières visant à modifier la LIR et le règlement qui ont été annoncées publiquement par le ministre des Finances du Canada ou pour son compte avant la date des présentes (les « modifications proposées ») et, sauf indication contraire, il est fondé sur l'hypothèse selon laquelle toutes les modifications proposées seront promulguées sous la forme proposée. Toutefois, rien ne garantit que les modifications proposées seront promulguées ou qu'elles le seront sous la forme proposée. Le présent résumé ne tient pas compte autrement des modifications qui pourraient être apportées aux lois ou aux pratiques administratives ou de cotisation, par voie de décision ou de mesure législative, gouvernementale, administrative ou judiciaire, ni ne les prévoit, et il ne tient pas non plus compte des incidences fiscales provinciales, territoriales ou étrangères.

Le présent résumé est de nature générale seulement et ne se veut pas un conseil juridique ou fiscal à l'intention d'un souscripteur particulier, ni ne doit être interprété comme tel. Le présent résumé ne prévoit pas toutes les incidences fiscales fédérales canadiennes. Par conséquent, il est fortement recommandé aux souscripteurs éventuels de consulter leurs propres conseillers en fiscalité au sujet de leur situation particulière.

Dividendes

Les dividendes (y compris les dividendes réputés) reçus sur les actions privilégiées, série 16 et les actions privilégiées, série 17 par un particulier (sauf certaines fiducies) seront inclus dans le revenu du particulier et seront assujettis aux règles en matière de majoration et de crédit d'impôt pour dividendes habituellement applicables aux dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables, y compris les règles en matière de majoration des dividendes et de crédit d'impôt pour dividendes bonifié applicables aux dividendes désignés par la Banque à titre de dividendes déterminés conformément aux dispositions de la Loi. Les dividendes (y compris les dividendes réputés) sur les actions privilégiées, série 16 ou les actions privilégiées, série 17 reçus par une société sont inclus dans le calcul du revenu et pourront généralement être déduits du revenu imposable de la société.

Les actions privilégiées, série 16 et les actions privilégiées, série 17 constitueront des « actions privilégiées imposables » (terme défini dans la LIR). Conformément aux modalités des actions privilégiées, série 16 et des actions privilégiées, série 17, la Banque doit faire le choix nécessaire prévu à la Partie VI.1 de la LIR de manière que les actionnaires qui sont des sociétés ne soient pas assujettis à l'impôt prévu à la Partie IV.1 de la LIR sur les dividendes versés (ou réputés versés) par la Banque sur ces actions.

Une « société privée » (terme défini dans la LIR) ou toute autre société contrôlée (en raison d'un intérêt bénéficiaire dans une ou plusieurs fiducies ou autrement) par un particulier (sauf une fiducie) ou un groupe lié

de particuliers (sauf des fiducies) ou à son avantage devra généralement payer un impôt remboursable de 33 ⅓ % en vertu de la Partie IV de la LIR sur les dividendes reçus (ou réputés reçus) sur les actions privilégiées, série 16 ou les actions privilégiées, série 17 dans la mesure où ces dividendes sont déductibles dans le calcul de son revenu imposable pour l'année.

Dispositions

Généralement, à la disposition d'une action privilégiée, série 16 ou d'une action privilégiée, série 17 (ce qui comprend le rachat de l'action au comptant, mais non une conversion), le porteur réalise un gain en capital (ou subit une perte en capital) dans la mesure où le produit de disposition, déduction faite des coûts raisonnables de disposition, est supérieur (ou inférieur) au prix de base rajusté de cette action pour le porteur immédiatement avant la disposition réelle ou réputée. Le montant de tout dividende réputé découlant du rachat, de l'acquisition ou de l'annulation par la Banque d'une action privilégiée, série 16 ou d'une action privilégiée, série 17 n'est généralement pas inclus dans le produit de disposition qui revient au porteur aux fins du calcul du gain en capital ou de la perte en capital découlant de la disposition de cette action (se reporter à la rubrique « Rachat » ci-après).

Si l'actionnaire est une société, le montant de toute perte en capital peut, dans certaines circonstances, être réduit du montant des dividendes, y compris des dividendes réputés, qui ont été reçus à l'égard de cette action dans la mesure et de la manière prévues dans la LIR. Des règles similaires peuvent s'appliquer lorsqu'une action privilégiée, série 16 ou une action privilégiée, série 17 appartient à une société de personnes ou à une fiducie dont une société, une fiducie ou une société de personnes est membre ou bénéficiaire. Il est recommandé à ces porteurs de consulter leurs propres conseillers.

Généralement, la moitié de tout gain en capital sera incluse dans le calcul du revenu du porteur à titre de gain en capital imposable et la moitié de toute perte en capital sera déduite des gains en capital imposables nets du porteur. L'excédent des pertes en capital déductibles sur les gains en capital imposables du porteur peut être reporté sur les trois années précédentes et indéfiniment sur les années ultérieures et être déduit des gains en capital imposables nets du porteur au cours de ces autres années conformément aux règles détaillées de la LIR.

Les sociétés privées sous contrôle canadien pourraient devoir payer un impôt remboursable supplémentaire de 6 ⅔ % sur leur « revenu de placements total » (terme défini dans la LIR qui comprend une somme à l'égard des gains en capital imposables, mais non les dividendes réels ou réputés qui sont déductibles dans le calcul du revenu imposable).

Rachat

Si la Banque rachète au comptant ou acquiert autrement une action privilégiée, série 16 ou une action privilégiée, série 17 (sauf dans le cadre d'une conversion ou d'un achat pouvant être normalement effectué par un membre du public sur le marché libre), le porteur sera réputé avoir reçu un dividende correspondant à la somme, s'il y a lieu, payée par la Banque en excédent du capital versé de cette action à ce moment-là. Généralement, la différence entre la somme payée par la Banque et le dividende réputé est traitée comme un produit de disposition aux fins du calcul du gain en capital ou de la perte en capital découlant de la disposition d'une telle action (se reporter à la rubrique « Dispositions » ci-dessus). Dans le cas d'un actionnaire qui est une société, il est possible que dans certaines circonstances, la totalité ou une partie de la somme ainsi réputée constituer un dividende soit traitée comme un produit de disposition et non comme un dividende.

Conversion

La conversion d'une action privilégiée, série 16 en une action privilégiée, série 17 sera réputée ne pas constituer une disposition d'un bien. Par conséquent, elle ne donnera pas lieu à un gain en capital ou à une perte en capital. Le coût pour le porteur d'une action privilégiée, série 17 ou d'une action privilégiée, série 16 reçue à la conversion sera réputé correspondre au prix de base rajusté pour le porteur de l'action privilégiée, série 16 ou de l'action privilégiée, série 17, selon le cas, immédiatement avant la conversion.

Impôt minimum de remplacement

Un gain en capital réalisé ou un dividende reçu ou réputé être reçu par un particulier ou une fiducie (autres que certaines fiducies déterminées) peut donner lieu à une charge d'impôt minimum de remplacement.

NOTES

Les actions privilégiées, série 16 sont provisoirement notées « Pfd-1 » par DBRS Limited (« DBRS »). « Pfd-1 » est la catégorie disponible la plus élevée de DBRS pour les actions privilégiées.

Les actions privilégiées, série 16 ont reçu la note provisoire « P-1 (bas) » et « A – » de Standard & Poor's Ratings Services, division de The McGraw-Hill Companies Inc. (« S&P »), à l'aide de l'échelle canadienne de S&P pour les actions privilégiées et de l'échelle mondiale de S&P pour les actions privilégiées, respectivement. La note « P-1 » est la plus élevée des huit catégories utilisées par S&P sur son échelle canadienne pour les actions privilégiées. La mention « haut » ou « bas » renvoie à la vigueur relative au sein de la catégorie de notation. La note « A – » est la deuxième catégorie la plus élevée des neuf catégories utilisées par S&P sur son échelle mondiale pour les actions privilégiées. La mention « – » indique que l'obligation se classe au bas de l'échelle de la catégorie « A ».

Les actions privilégiées, série 16 sont provisoirement notées « Aa3 » par Moody's Canada Inc. Les titres notés « Aa » sont jugés de bonne qualité et sont assujettis à un risque de crédit très faible. Le modificateur « 3 » indique que l'obligation se situe au bas de la catégorie de notation « Aa ».

Les souscripteurs éventuels d'actions privilégiées, série 16 devraient consulter l'agence de notation appropriée pour obtenir des renseignements au sujet de l'interprétation et des incidences des notes provisoires susmentionnées. Les notes susmentionnées ne devraient pas être interprétées comme une recommandation d'acheter, de vendre ou de conserver les actions privilégiées, série 16. Une agence de notation peut réviser ou retirer à tout moment une note qu'elle a attribuée.

MODE DE PLACEMENT

Aux termes d'une convention de prise ferme datée du 16 juin 2008 intervenue entre la Banque et les preneurs fermes (la « convention de prise ferme »), la Banque s'est engagée à vendre, et les preneurs fermes se sont engagés à acheter, chacun pour la tranche qui le concerne, le 23 juin 2008 ou à toute autre date qui pourrait être convenue, mais au plus tard le 30 juin 2008, sous réserve des modalités énoncées dans la convention de prise ferme, la totalité et non moins de la totalité des actions privilégiées, série 16 au prix de 25,00 \$ chacune, payable au comptant à la Banque sur remise des actions privilégiées, série 16. La convention de prise ferme prévoit que les preneurs fermes toucheront une rémunération de 0,25 \$ pour chaque action vendue à certaines institutions et de 0,75 \$ pour chacune des autres actions vendues.

Les obligations qui incombent aux preneurs fermes aux termes de la convention de prise ferme peuvent être résiliées à leur gré sur la base de leur évaluation de l'état des marchés des capitaux et à la survenance de certains événements précisés. Toutefois, les preneurs fermes sont tenus de prendre livraison de la totalité des actions privilégiées, série 16 et de les régler si l'une d'entre elles est achetée aux termes de la convention de prise ferme.

La Banque a attribué aux preneurs fermes une option permettant d'acheter les actions visées par une option au prix d'offre aux termes des présentes, pouvant être exercée à tout moment jusqu'à 48 heures avant l'heure de clôture du placement. Le présent supplément de prospectus autorise l'attribution de l'option et le placement des actions visées par une option. Les preneurs fermes toucheront une rémunération de prise ferme par action de 0,25 \$ à l'égard des actions visées par une option vendue à certaines institutions et de 0,75 \$ à l'égard de toutes les autres actions visées par une option.

Après que les preneurs fermes auront fait raisonnablement de leur mieux pour vendre la totalité des actions privilégiées, série 16 à 25,00 \$ l'action, ils pourront en réduire le prix, et le modifier à l'occasion par la suite, sans dépasser les 25,00 \$ l'action. Dans ce cas, la rémunération que toucheront les preneurs fermes sera réduite de l'excédent du produit brut que les preneurs fermes auront versé à la Banque sur le prix total payé par les souscripteurs d'actions privilégiées, série 16.

Ni les actions privilégiées, série 16, ni les actions privilégiées, série 17 ne seront inscrites en vertu de la *Securities Act of 1933* des États-Unis, dans sa version modifiée et, sous réserve de certaines exceptions, elles ne peuvent être offertes, vendues ou livrées, directement ou indirectement, aux États-Unis d'Amérique.

Aux termes des instructions générales de certaines autorités de réglementation des valeurs mobilières, les preneurs fermes ne peuvent, pendant la durée du placement, offrir d'acheter ni acheter des actions privilégiées, série 16. Les instructions générales prévoient certaines exceptions à cette restriction. Les preneurs fermes ne peuvent se prévaloir de ces exceptions qu'à la condition que l'offre d'achat ou l'achat ne soit pas fait dans le but de créer une activité réelle ou apparente sur les actions privilégiées, série 16 ou d'en faire monter le cours. Ces exceptions comprennent une offre d'achat ou un achat autorisé en vertu des Règles universelles d'intégrité du marché pour les marchés canadiens de Services de réglementation du marché inc. relatives aux activités de stabilisation et de maintien passif du marché ainsi qu'une offre d'achat ou un achat effectué pour le compte d'un client dans le cas où l'ordre n'a pas été sollicité pendant la durée du placement. Sous réserve de ce qui précède, dans le cadre du présent placement, les preneurs fermes ne peuvent effectuer des surallocations ou effectuer des opérations visant à stabiliser ou à maintenir le cours des actions privilégiées, série 16 à d'autres niveaux que ceux qui seraient autrement formés sur le marché libre. Ces opérations peuvent être interrompues à tout moment.

Conformément à une règle sur les valeurs mobilières de l'Ontario, les preneurs fermes ne peuvent, deux jours avant la date à laquelle le prix d'offre est déterminé et pendant toute la durée du placement des actions privilégiées, série 16, offrir d'acheter ou acheter des actions privilégiées, série 16. La restriction précitée comporte certaines exceptions. Ces exceptions comprennent un achat ou une offre d'achat autorisé en vertu des règlements et des règles de la TSX relatifs aux activités de stabilisation et de maintien passif du marché, pourvu que l'achat ou l'offre d'achat n'exécède pas le moindre du prix d'offre ou du dernier prix de vente indépendant au moment de l'offre ou de l'ordre d'achat, ainsi qu'une offre d'achat ou un achat effectué pour le compte d'un client dans le cas où l'ordre n'a pas été sollicité pendant la durée du placement, pourvu que l'offre d'achat ou l'achat ne soit pas fait dans le but de créer une activité réelle ou apparente sur les actions privilégiées, série 16 ou d'en faire monter le cours. Aux termes de la première exception mentionnée, relativement au présent placement, les preneurs fermes peuvent effectuer des surallocations ou des opérations visant à stabiliser ou à maintenir le cours des actions privilégiées, série 16 à d'autres niveaux que ceux qui seraient autrement formés sur le marché libre. Ces opérations peuvent être interrompues à tout moment.

La TSX a approuvé sous condition l'inscription à la cote des actions privilégiées, série 16 et des actions privilégiées, série 17. L'inscription à la cote est subordonnée à l'obligation pour la Banque de remplir toutes les conditions de la TSX au plus tard le 10 septembre 2008.

BMO Nesbitt Burns Inc. est une filiale en propriété exclusive de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée qui, à son tour, est une filiale en propriété majoritaire indirecte de la Banque. Par conséquent, la Banque est un émetteur relié et associé à BMO Nesbitt Burns Inc. selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Les modalités du présent placement ont été négociées sans lien de dépendance entre la Banque et les preneurs fermes (y compris RBC Dominion valeurs mobilières Inc., qui est un « preneur ferme indépendant » en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables). RBC Dominion valeurs mobilières Inc. a participé à la rédaction du présent supplément de prospectus, à la fixation du prix des actions privilégiées, série 16 et au processus d'examen diligent relatif au présent placement. BMO Nesbitt Burns Inc. ne touchera aucun avantage relativement au présent placement, si ce n'est une partie de la rémunération des preneurs fermes.

EMPLOI DU PRODUIT

Le produit net tiré de la vente des actions privilégiées, série 16 qui revient à la Banque, déduction faite des frais estimatifs de l'émission et de la rémunération des preneurs fermes, s'élèvera à environ 291 000 000 \$ (dans l'hypothèse où toutes les actions visées par une option sont émises et où la rémunération des preneurs fermes est de 9 000 000 \$ l'action pour toutes les actions privilégiées, série 16 vendues). La Banque affectera le produit net tiré du placement à ses besoins généraux.

FACTEURS DE RISQUE

Le placement dans les actions privilégiées, série 16 de la Banque comporte certains risques.

La solvabilité générale de la Banque aura une incidence sur la valeur des actions privilégiées, série 16 et des actions privilégiées, série 17. Les rubriques « Rapport de gestion » du rapport annuel de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 et du rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2008 de la Banque pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2008 sont intégrées par renvoi. Chacun de ces rapports traite notamment des tendances et événements importants connus ainsi que des risques ou des incertitudes qui devraient, selon toute attente raisonnable, avoir une incidence importante sur l'entreprise, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Banque.

Toute modification réelle ou prévue des notes attribuées aux actions privilégiées, série 16 ou aux actions privilégiées, série 17, le cas échéant, peut avoir une incidence sur la valeur marchande de ces actions. De plus, les modifications réelles ou prévues apportées aux notes peuvent avoir une incidence sur le coût auquel la Banque peut obtenir du financement ou conclure un contrat de financement et donc sur les liquidités, l'entreprise, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Banque.

Les fluctuations de la valeur marchande résultant de facteurs qui influent sur les activités de la Banque, notamment des développements d'ordre réglementaire, la concurrence et les activités sur les marchés mondiaux, peuvent avoir une incidence sur la valeur des actions privilégiées, série 16 et des actions privilégiées, série 17.

Les actions privilégiées, série 16 et les actions privilégiées, série 17 sont assorties d'un dividende non cumulatif et les dividendes sont payables au gré du conseil d'administration. Se reporter à la rubrique « Ratios de couverture par les bénéfices » du présent supplément de prospectus et à la rubrique « Restrictions et approbations aux termes de la Loi sur les banques » du prospectus, qui fournissent toutes deux des renseignements utiles aux fins de l'évaluation du risque que la Banque ne soit pas en mesure de verser des dividendes sur les actions privilégiées, série 16 ou sur les actions privilégiées, série 17.

Si une distribution n'est pas versée sur les titres de capital de la Fiducie de la Fiducie de capital BMO (également appelés « BMO BOaTS »), la Banque s'est engagée à ne pas verser de dividendes sur ses actions ordinaires ou ses actions privilégiées en circulation, ce qui comprend les actions privilégiées, série 16 et les actions privilégiées, série 17, pendant une période donnée, à moins que la distribution requise ne soit versée aux porteurs de BMO BOaTS. Se reporter à la rubrique « Restrictions additionnelles relatives à la déclaration de dividendes » du prospectus.

Les actions privilégiées, série 16 et les actions privilégiées, série 17 sont des capitaux propres de la Banque. Les actions privilégiées, série 16 sont, et les actions privilégiées, série 17 seront, si elles sont émises, de rang égal à celui des autres actions privilégiées de la Banque en cas d'insolvabilité ou de liquidation de la Banque. Si la Banque devient insolvable ou est liquidée, ses éléments d'actif doivent servir à régler le passif dépôts et d'autres dettes, notamment des dettes subordonnées, avant que ne soient versés des paiements sur les actions privilégiées, série 16 et sur les actions privilégiées, série 17, le cas échéant, et sur d'autres actions privilégiées.

Les actions privilégiées, série 16 et les actions privilégiées, série 17 n'ont pas de date d'échéance fixe et ne sont pas rachetables au gré de leur porteur. La capacité d'un porteur de liquider ses actions privilégiées, série 16 ou ses actions privilégiées, série 17, selon le cas, peut être restreinte.

Le taux de dividende à l'égard des actions privilégiées, série 16 et des actions privilégiées, série 17 sera rajusté tous les cinq ans et trimestriellement, respectivement. Dans chaque cas, le nouveau taux de dividende ne sera probablement pas le même que celui de la période de dividende précédente, et pourrait même être inférieur à celui-ci.

Un placement dans les actions privilégiées, série 16 peut devenir un placement dans les actions privilégiées, série 17, sans le consentement du porteur en cas de conversion automatique dans les circonstances énoncées à la rubrique « Modalités du placement — Certaines dispositions des actions privilégiées, série 16, en tant que série — Conversion des actions privilégiées, série 16 en actions privilégiées, série 17 » ci-dessus. À la conversion automatique des actions privilégiées, série 16 en actions privilégiées, série 17, le taux de dividende sur les actions privilégiées, série 17 sera un taux variable rajusté trimestriellement en fonction du taux des bons du Trésor qui peut varier à l'occasion.

Les rendements courants de titres similaires auront une incidence sur la valeur marchande des actions privilégiées, série 16 et les actions privilégiées, série 17. Dans l'hypothèse où tous les autres facteurs demeureraient inchangés, la valeur marchande des actions privilégiées, série 16 et des actions privilégiées, série 17 sera inversement proportionnelle aux rendements des titres similaires. Les écarts entre le rendement des obligations du gouvernement du Canada, le taux des bons du Trésor et les taux d'intérêt de référence comparable pour des titres analogues influera aussi sur la valeur marchande des actions privilégiées, série 16 et des actions privilégiées, série 17.

La volatilité des marchés boursiers pourrait avoir une incidence sur le cours des actions privilégiées, série 16 et des actions privilégiées, série 17 pour des raisons non reliées au rendement de la Banque.

Rien ne garantit qu'un marché actif pour les actions privilégiées, série 16 et les actions privilégiées, série 17 verra le jour après le placement ou, dans le cas des actions privilégiées, série 17, après leur émission, ou, si un tel marché est créé, rien ne garantit qu'il se maintiendra au niveau du prix d'offre de ces actions.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres à l'égard des actions privilégiées, série 16 et des actions privilégiées, série 17 est la Société de fiducie Computershare du Canada, à son bureau principal de Toronto.

QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE

Les questions d'ordre juridique relatives à l'émission et à la vente des actions privilégiées, série 16 seront tranchées par Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., pour le compte de la Banque, et par McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., pour le compte des preneurs fermes. Au 16 juin 2008, les associés et autres avocats d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. et de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l. avaient collectivement la propriété effective, directement ou indirectement, de moins de 1 % de toute catégorie de titres en circulation de la Banque.

DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES

La législation en valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires du Canada confère à l'acquéreur un droit de résolution. Ce droit ne peut être exercé que dans les deux jours ouvrables suivant la réception réelle ou réputée du prospectus et des modifications. Ces lois permettent également à l'acquéreur de demander la nullité, la révision du prix ou, dans certains cas, des dommages-intérêts par suite d'opérations de placement effectuées avec un prospectus contenant des informations fausses ou trompeuses, ou par suite de la non-transmission du prospectus. Toutefois, ces diverses actions doivent être exercées dans des délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.

ATTESTATION DES PRENEURS FERMES

Le 16 juin 2008

À notre connaissance, le prospectus simplifié daté du 4 janvier 2008, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi et le présent supplément, constitue un exposé complet, véridique et clair de tous les faits importants se rapportant aux titres offerts au moyen du prospectus et du présent supplément, conformément à la *Loi sur les banques* (Canada) et à ses règlements d'application et à la législation en valeurs mobilières de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada.

BMO NESBITT BURNS INC.

Par : (signé) BRADLEY J. HARDIE

RBC DOMINION VALEURS MOBILIÈRES INC.

Par : (signé) RAJIV BAHL

MARCHÉS MONDIAUX CIBC INC.

Par : (signé) DONALD A. FOX

SCOTIA CAPITAUX INC.

Par : (signé) MARY ROBERTSON

VALEURS MOBILIÈRES TD INC.

Par : (signé) JONATHAN BROER

VALEURS MOBILIÈRES DESJARDINS INC.

Par : (signé) THOMAS L. JARMAI

FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.

Par : (signé) DARIN E. DESCHAMPS

VALEURS MOBILIÈRES HSBC (CANADA) INC.

Par : (signé) CATHERINE J. CODE

MERRILL LYNCH CANADA INC.

Par : (signé) RYAN S. VOEGELI

BROOKFIELD FINANCIAL CORP.

Par : (signé) MARK MURSKI

BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA INC.

Par : (signé) PIERRE GODBOUT